

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Jean-Pierre Deslauriers et Christiane Gagnon (sous la direction de), *Entre le savoir et l'action : choix éthiques et méthodologiques*, Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Collection « Renouveau méthodologique », 1987, 148 p.

Danielle Lafontaine

Number 19 (59), Spring 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034258ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034258ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lafontaine, D. (1988). Review of [Jean-Pierre Deslauriers et Christiane Gagnon (sous la direction de), *Entre le savoir et l'action : choix éthiques et méthodologiques*, Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Collection « Renouveau méthodologique », 1987, 148 p.] *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (19), 200–202.
<https://doi.org/10.7202/1034258ar>

les sexes et dans leurs modes d'institutionnalisation. Les histoires de vie de quarante jeunes permettent à F. Battagliola de « mettre à jour les processus sociaux qui façonnent les itinéraires, (...) qui forment les positions sociales » (p. 17). L'ouvrage est construit autour de deux temporalités, celle du passage de l'adolescence à l'âge adulte, temps des modes d'entrée dans la vie conjugale, de la négociation de son insertion sociale ; celle du développement des divergences des itinéraires, des modes d'appropriation différenciés des héritages familiaux. Peut-on parler de « décomposition » de la famille, opposer mariage et union libre ? Non ! Tradition et changement ne se retrouvent pas toujours du côté où on les attend. Ils coexistent dans la société et au cours des destinées individuelles, façonnés qu'ils sont par les transformations sociales en train de s'accomplir : autonomisation de la sphère de la vie privée, recomposition des âges de la vie et des rapports entre les générations, déplacement des positions dévolues aux sexes et remise en question des rapports de pouvoir entre hommes et femmes (p. 129).

Un ouvrage consacré à *La Politique sociale américaine* des années 1980 marque l'ouverture internationale de la collection. F. Lesemann y décrit comment les milieux d'affaires et les groupes conservateurs voient dans la politique sociale l'une des grandes causes du déclin de la puissance industrielle américaine. Pour l'administration Reagan, la politique sociale exerce sur la richesse du pays une ponction illégitime qui enrayer les mécanismes de l'épargne privée et de l'investissement productif en même temps qu'elle aliène la population en favorisant sa dépendance économique et morale. Réduction des programmes, mise au pas de la main-d'œuvre, décentralisation, privatisation des services et des équipements et surtout modification en profondeur de la fiscalité mettant en cause l'objectif de redistribution des richesses constituent les manifestations de cette volonté de l'administration conservatrice de modifier durablement le consensus social établi durant les années 1960, et même

dans certains cas depuis la Dépression des années 1930. L'ouvrage se clôt avec un chapitre consacré à l'évolution de la pauvreté qui permet de mesurer l'impact des politiques de l'administration Reagan sur ce quart de la population américaine qui paie le prix de la « révolution conservatrice » (p. 13).

Enfin, sous le titre *La Gauche et les pauvres*, J.-M. Belorgey, l'un des artisans de la politique sociale du gouvernement socialiste en France (1981-1986), dresse un bilan critique des stratégies de lutte contre la pauvreté dans le contexte de la crise économique qu'a connue la France durant cette période. Constatant que, « contre un fait social que sa répugnance à l'introduire dans son système de compréhension et de transformation de la société l'a conduit à trop longtemps ignorer ou contourner, la gauche n'a pas su saisir l'occasion de l'exercice des responsabilités gouvernementales » (p. 16), l'auteur se propose de poser les jalons d'une politique de lutte contre la pauvreté. L'analyse des trous de la protection sociale et des effets de la

décentralisation sur les pauvres, l'établissement d'un minimum garanti qui suppose un réaménagement approfondi du système de protection sociale, la reconnaissance du droit au logement, à l'activité salariée et à la participation à la vie civique constituent autant de ces jalons. L'ouvrage est une analyse rigoureuse et détaillée des diverses mesures de politique sociale dans chacun de ces secteurs, évaluées à l'aune d'une stratégie de lutte contre la pauvreté digne du projet de société promu par la gauche française.

À la différence des quatre premiers livres de la collection « Alternatives sociales », qui sont publiés en format de poche et qui sont très accessibles, celui de J.-M. Belorgey appartient à une série « Analyse » qui autorise une démarche plus approfondie et plus spécialisée. Ce n'est certes rendre justice à aucun des cinq titres que de les traiter si brièvement, mais il nous paraissait opportun de souligner ici l'existence de cette nouvelle collection très prometteuse et très bienvenue.

Jean-Pierre Deslauriers et Christiane Gagnon (sous la direction de),
***Entre le savoir et l'action : choix éthiques et méthodologiques*,**
 Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Collection « Renouveau méthodologique », 1987, 148 p.

Danielle Lafontaine, Université du Québec à Rimouski.

Troisième ouvrage d'une collection centrée sur la question du « renouvellement » des méthodes en sciences sociales et humaines, le premier portant sur la recherche-action et le second sur les méthodes qualitatives, cette nouvelle publication du GRIR offre une fois de plus aux défenseurs de la recherche « critique », « qualitative », ou fondée sur l'« observation participante » l'occasion de discuter des mérites de ces types de recherche par rapport à d'autres voies qualifiées d'a-

cadémiques, de positivistes, d'empiriques. C'est ici largement de la légitimité institutionnelle et de la pertinence sociale des savoirs produits selon ces diverses approches qu'il est question, et plus fondamentalement des *qualités des méthodes qualitatives*, voire des qualités morales — on dit aujourd'hui éthiques — de ceux et celles qui les choisissent tout en tentant de se rapprocher des terrains ou des territoires de l'action collective, où l'histoire se fait et se défait, s'invente, au centre ou en

marge des lieux de pouvoirs et de domination.

Mais le recueil présenté par Christiane Gagnon offre « quelque chose de plus » qui retient l'attention et même bouleverse. Car aux cinq textes sur la recherche-action réunis dans la première partie de l'ouvrage (ceux de Marc-André Morency, Hughes Dionne, Andrée Fortin, Robert A. Stebbins et Lionel Robert) s'en ajoutent trois autres, formant une deuxième partie intitulée « Interventions », qui interrogent le « discours social » (Levy, p. 106) sur la recherche-action et les bases épistémologiques ou théoriques sur lesquelles la recherche qualitative serait fondée. C'est ce souci de dépasser des affirmations souvent trop générales, affirmations concernant la valeur éthique ou la teneur épistémique considérées supérieures des approches dites qualitatives, qui confère à cet ouvrage un grand intérêt.

Alors que toutes les méthodologies de recherche en sciences sociales et humaines sont de plus en plus contraintes de préciser leurs fondements, sans doute ne peut-on plus se contenter de défendre la voie dite qualitative et surtout la recherche-action contre leurs opposants et faut-il s'interroger de beaucoup plus près sur les processus de construction des connaissances et sur les conditions générales d'atteinte du « vrai » que ces types d'approches ou d'autres supposent. C'est du reste ce que font Ron Levy et Alejandro Rada Donath dans leurs articles fort stimulants de la deuxième partie de cet ouvrage. Dans « Un chat parmi les colombes : quelques réflexions sur le savoir et l'action », Levy s'interroge sur « l'unidimensionnalité professionnelle et les caractéristiques du paradigme social des chercheurs » (p. 106) qui préconisent la recherche-action. Ces derniers seraient souvent rattachés à la sociologie et leur savoir serait marqué par un certain déterminisme social, autrement dit par une exigence dont le social demeurerait le moteur essentiel, sans que cette exigence débouche sur une interrogation au moins aussi importante quant au savoir sur le savoir. « Le paradigme social éclipse toujours le paradigme épistémique » (p. 106).

Or, « si nous cherchons à changer la façon d'appréhender le monde », c'est peut-être au « niveau du paradigme épistémique qu'on doit s'ouvrir et que la reconstruction doit prendre forme » (p. 106). L'aspect proprement qualitatif de la recherche en sciences sociales et humaines consisterait à ouvrir les savoirs à plusieurs composantes en tentant de s'assurer qu'elles soient toutes considérées : bref, la complexification des modèles serait une voie vers une explication cohérente et fondée de la réalité. Ce sont les axiomes réductionnistes, y compris les axiomes marqués par le déterminisme social ou sociologique, qui seraient en conséquence de peu de qualité. Seule une démarche « constructiviste », comportant un processus élargi d'investigation, serait en mesure de déboucher sur des connaissances nouvelles, profondes, complexes. Qualité et systémisme étant indissociables, la recherche-action marquée par le déterminisme social (dans le sens mentionné plus haut) n'est peut-être pas aussi qualitative qu'elle le prétend. Et si les propos de Levy sont justes, ce n'est pas, comme le suggère pour sa part Michel Belley dans un autre texte, « en passant l'épreuve de marché que constitue la soumission à l'examen des pairs » (p. 103) que la recherche-action « gagnera sa validité », une validité qui est dès lors à construire plus qu'à obtenir en se pliant aux lois du « marché » de la communication des biens symboliques.

Du reste, et c'est là peut-être la plus grande chance de la recherche-action, le défi que représente la construction de modèles complexes serait comme tel le défi des sciences humaines et sociales contemporaines, des sciences qui se détournent lentement du positivisme et de l'empirisme pour donner plus de place à l'« imagination ». Qu'auraient dès lors à gagner ces incertaines méthodes qualitatives d'une reconnaissance de leur différence par les pairs, reconnaissance qui leur éviterait enfin de nager « à contre-courant », alors qu'elles sont peut-être déjà, comme le suggère dans son essai Rada Donath, « signes d'une nouvelle époque des sciences » (p. 114) ? Dans son intervention

intitulée « Éthique fondamentale et méthode en sciences sociales », la dernière du recueil, Rada Donath nous rappelle cependant les difficultés d'un tel projet alors que chaque domaine de savoir possède aujourd'hui « son consensus collectif » et qu'il n'y « a plus de fondement commun et que personne n'ose le chercher parce que cela signifie envahir le domaine des autres langages qui constitue une frontière aussi grande que celle des pays souverains » (p. 118). C'est à cette « difficulté pratiquement insurmontable d'une interdiscipline », à cette absence de certitude et de sécurité qu'il faudrait donner sens, au lieu de se contenter de rechercher une « sécurité externe ». « Une recherche qualitative ou quantitative », poursuit Rada Donath, « rate le problème le plus important de l'analyse sociale si elle ne considère pas l'horizon dans lequel émergent les événements qui conduisent l'humanité, un pays, une région, un groupe humain à s'émanciper ou à disparaître » (p. 127), si elle ne conduit pas au « discernement scientifique ». Un discernement et une vérité qu'il faut toujours produire et non simplement trouver.

Les chercheur-e-s oeuvrant dans ces programmes pluri-, trans- ou interdisciplinaires en sciences humaines, comme ceux qui se sont développés notamment dans les « universités périphériques », sont-ils ou sont-elles en mesure de développer ces « sciences de synthèse ou holistes » (p. 121) ? Préoccupés de faire reconnaître leur statut universitaire par les centres, tout en étant, souvent, directement engagés dans des luttes régionales pour l'amélioration des conditions d'existence, plusieurs éprouvent en tout cas le besoin de s'interroger sur les tensions difficiles entre le savoir et l'action. Mais il ne suffit pas d'affirmer, comme le fait Marc-André Morency, que la recherche-action « se trouve être un des moyens de production, d'existence et d'action des mouvements sociaux, (et) un des moyens dont disposent ces organisations » (p. 17), ou que toute action de recherche est une forme d'action politique (Dionne). Il ne paraît peut-être pas davantage opportun de suggérer, comme

le fait Fortin, une opposition entre la méthode « douce » que serait l'intervention sociologique (p. 65) et les « autres » méthodes, en assimilant la première aux « technologies respectueuses des cycles et rythmes écologiques ». Il ne semble guère plus justifié de ramener, comme le suggère Stebbins, les méthodes qualitatives aux méthodes « exploratoires », « flexibles » et par conséquent « éthiques », et encore moins de distinguer la recherche-action, « celle qu'on désire accomplir pour et avec les autres » (Robert, p. 95), de « la recherche de commandite, celle que l'on accomplit pour les autres » (p. 95). Ces distinctions obscurcissent plus qu'elles n'éclairent les enjeux et les difficultés aujourd'hui liés au projet de construction de connaissances complexes en sciences sociales et humaines. Cela dit, ces cinq textes, présentés dans la première partie et tirés d'ailleurs de communications présentées lors d'un colloque du GRIR intitulé « Les sciences humaines. Entre l'action et le savoir : nouveaux rapports ? », offrent chacun à leur manière des réflexions intéressantes sur les conditions socio-historiques de production des connaissances.